



Lettre ouverte à Sibyle Veil

STOP aux projets de casse de nos antennes et de nos métiers

Madame la Présidente,

Les salarié.es de Radio France se sont très largement mobilisés dès le jeudi 26 juin, pour "la défense de Radio France, ses radios, ses métiers, sa production, ses formations musicales et s'opposer au projet de holding de l'Audiovisuel Public", comme le précisait le message de grève adressé à nos auditeurs.

Hier, l'intersyndicale de Radio France a levé le préavis reconductible portant sur l'ensemble de ces revendications. Si le péril d'une holding, quelle que soit sa forme, n'est pas écarté, la journée du 30 juin représente une victoire sans conteste, permise avant tout par la mobilisation très large des salarié.es de Radio France. La motion de rejet préalable votée doit nous permettre d'affirmer haut et fort les spécificités de notre maison qui font aujourd'hui tous ses succès.

Sur ICI tout d'abord, le projet éditorial pour la rentrée se présente comme la négation de la proximité et de l'autonomie dont doit disposer chaque station. Les salarié.es n'en peuvent plus de cette centralisation qui résonne comme une insulte aux compétences des équipes et à leur engagement pour de véritables radios locales de service public.

Après des mois d'alertes des représentants des salariés sur les méthodes déployées par la direction du réseau, les élu.es du CSE France Bleu ont émis un avis demandant le retrait du projet de nouvelles grilles de rentrée et des principes de programmation centralisée.

Pendant ce temps, 41 stations locales ont publié une lettre ouverte contre ce projet - du jamais vu sur notre réseau.

VOUS N'ENTENDEZ PAS, VOUS MAINTENEZ VOTRE PROJET

Sur notre production interne, clé de voûte de nos succès sur nos antennes et nos sites, nous avons dénoncé vos projets d'évolution des modes de production dès la parution de votre document stratégique "Radio France 2028". Pour autant, les salarié.es concerné.es ont accepté de participer aux réunions dites "de concertation", ont pris le temps d'écouter, de débattre, d'argumenter. Face au passage en force, là aussi les salarié.es par centaines se sont exprimé.es dans des lettres ouvertes.

Missions TCR, captations de concert classiques, animation en autonomie sur FIP : sur tous ces projets, ni les salarié.es, ni les élu.es - qui ont pourtant consacré un temps conséquent en réunions d'instances pour étudier les projets et leurs impacts sur la production et sur la santé au travail - ne sont entendus.

Vous n'avez absolument pas pris compte de ces remontées pour faire évoluer les projets.

VOUS PERSISTEZ DANS CES PROJETS QUI FRAGILISENT LES SALARIE-ES ET L'ENTREPRISE.

La fermeture de Mouv' représente un recul sans précédent pour nos missions de service public. Pour autant, vous avez pris cette décision sans la moindre concertation, sans qu'il soit possible de débattre et d'infléchir ce projet. Il va entraîner la suppression de 35 postes, rayés d'un trait de plume, avec pour seule argumentation des questions d'argent et d'audience. C'est une ligne rouge qui est franchie.

CES METHODES NE SONT NI ACCEPTABLES, NI SUPPORTABLES

Sur le plan éditorial, nous faisons face à des renoncements sur nos missions d'investigation, d'information, et de reportage, avec la réduction du temps d'antenne consacré aux enquêtes et au reportage en particulier sur des longs formats, notamment à France Inter, sans plus de concertation avec les rédactions et les salarié.es concerné.es.

Mêmes constats pour les fictions qui voient encore leur présence à l'antenne diminuer avec la suppression d'"Autant en emporte l'Histoire".

CE SONT DE NOUVEAUX RECVLS INJUSTIFIABLES

Nous craignons le pire pour les mois qui viennent : qui seront les prochains sacrifiés ? La création sonore, la production musicale, la vocation de relais culturel ? Quelles menaces sur la diffusion de nos radios, sur leur pérennité en tant que radio de flux ? Quelles atteintes au fonctionnement et au rayonnement de nos formations musicales permanentes ?

Face aux menaces présumées sur notre budget 2026 et devant de telles inquiétudes, vous devez changer de méthode. La concertation doit être relancée, la défense de nos budgets doit être sans concession et en dernier recours toutes les pistes d'économies doivent être étudiées et leur pertinence et effectivité démontrées.

UN CHANGEMENT DE CAP EST INDISPENSABLE

Aujourd'hui, les salarié.es et les Organisations Syndicales vous adressent un appel solennel à retirer vos projets et à revoir votre méthode.

Si vous persistez à ne pas entendre, la lutte reprendra dès la rentrée radiophonique.

Nous sommes toutes et tous déterminé.es à défendre Radio France contre tout projet qui aurait pour conséquence de nous affaiblir, d'où qu'il vienne.

LES SALARIE.ES MERITENT UNE REPONSE CLAIRE ET SANS DELAI.